

Initiatives ministérielles

député ne veut sûrement pas que nous hypothéquions l'avenir. Il ne voudrait pas que nous soyons irresponsables et que nous dépensions l'argent que nous n'avons pas, mais il estime que nous devrions injecter plus d'argent dans l'économie.

S'il croit que 3,4 milliards de dollars ne suffisent pas, j'aimerais que le député nous dise combien d'argent le gouvernement du Canada devrait emprunter de plus pour financer la formation.

M. Marchi: Monsieur le Président, à en croire les commentaires de mon cher collègue, les Ontariens ne se sentent plus d'aise. On pourrait penser qu'après le dépôt du budget, ils seraient ravis et se précipiteraient tous aux bureaux de circonscription des ministériels pour les remercier, mais je dois rappeler au député que les chiffres sont beaucoup plus éloquentes que je ne pourrais jamais l'être. Il y a 1,5 million de chômeurs et un million d'assistés sociaux. À Toronto, il y a plus de 10 p. 100 de sans-emploi. Et il prétend que ce budget sera une mine d'or pour le secteur manufacturier ontarien! Dans ma circonscription de York-Ouest, il y a de vastes parcs industriels dont certains sont moribonds, d'autres agonisants. Pour beaucoup, il est trop tard grâce à ces mesures.

Ne perdons pas de vue que ce budget se devait également de redonner confiance aux consommateurs de façon à ce qu'ils recommencent à acheter les produits que nos entrepreneurs et nos gens d'affaires veulent créer et fabriquer.

Si vous vous en souvenez, le gouvernement avait parlé de porter les prêts aux petites entreprises à 200 000 \$. Notre porte-parole en matière d'entreprises et de tourisme avait fait remarquer au cours du débat à la Chambre que de nombreux entrepreneurs ne peuvent même pas obtenir un prêt de 100 000 \$ de leurs banques. Elles refusent de prêter de telles sommes. Et pourtant le gouvernement proclame qu'il va porter le plafond, qui était de 100 000 \$, à 200 000 \$, alors qu'il sait parfaitement que même si ça fait bon effet, ça ne sert strictement à rien pour la personne qui se voit refuser un prêt par les banques à charte, les six grandes, puis par la Banque fédérale de développement, et qui vient nous demander à qui s'adresser. Allons-nous lui répondre que le plafond

est maintenant de 200 000 \$ et qu'elle n'a qu'à retourner à sa banque qui lui a déjà refusé un prêt de 100 000 \$ ou même moins?

Ce que je demande au député, c'est d'être réaliste et d'étudier ces chiffres qui en disent long sur la santé de notre économie, sur les laissés-pour-compte de notre économie, une économie qui n'a rien à leur offrir, et sur la confiance des consommateurs qui ne va certainement pas entraîner une reprise de l'économie. C'est donc au gouvernement national, dépositaire des aspirations du pays et de ses habitants, qu'incombe la responsabilité d'inspirer cette confiance qu'on ne trouve pas dans la population.

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, permettez-moi de faire juste une observation puisque nous sommes en train de parler de la situation en Ontario, situation qui, à en croire le côté gouvernemental, est magnifique et, à en croire les libéraux, est déplorable. À mon avis, il est important de révéler à la Chambre et au pays certains faits.

L'un des faits qui a le plus contribué à la situation actuelle dans la province de l'Ontario, c'est que, malgré les fonds que, selon mon collègue conservateur, le gouvernement fédéral a transférés à cette province, les paiements de transfert qui étaient censés être versés à cette province en vertu du Régime d'assistance publique du Canada ont été réduits de 1,8 milliard de dollars au cours de la dernière année financière.

• (1730)

Nulle province ne saurait survivre à un tel coup. La province de l'Ontario a fait face à une politique gouvernementale conservatrice et, à en croire les dernières statistiques sur la population active, publiées vendredi dernier, le nombre d'emplois à plein temps, sous le gouvernement conservateur, a baissé de 73 000 l'an dernier—76 000 dans le secteur de la fabrication.

Voilà quels sont les réalisations de ce gouvernement. Il me semble qu'avec un tel bilan, si j'étais le député conservateur de l'Ontario, je ne poserais pas de questions et m'abstiendrais de tout commentaire. Je me ferais tout petit, heureux que personne ne remarque que le député en question est un membre du parti conservateur.